

Le terrorisme et la Paix

QUE signifie cette vague d'attentats ? Les ultras imaginent-ils parvenir ainsi à imposer un gouvernement de leur choix ? Il est difficile de le penser.

Jugent-ils que toute issue leur est désormais fermée et qu'il ne leur reste plus qu'à lancer un ultime feu d'artifice ? Je ne le crois pas davantage.

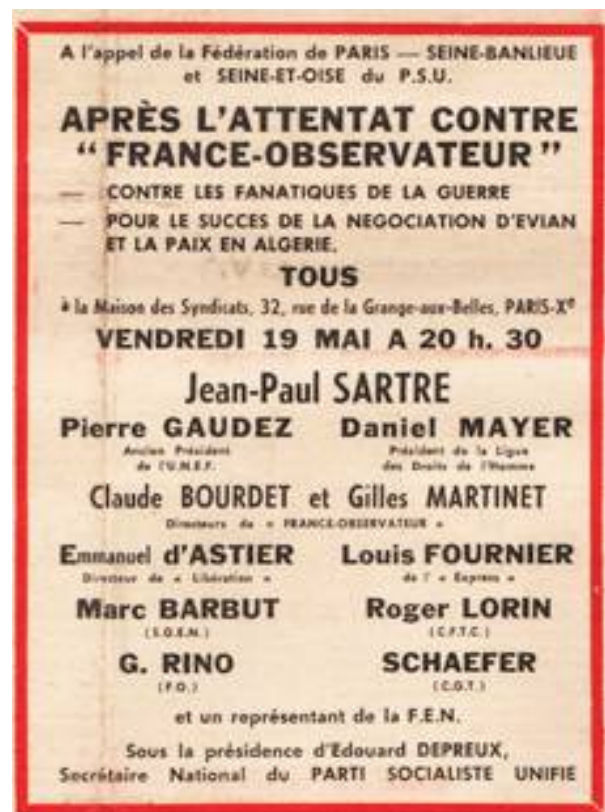
Les ultras savent qu'ils ont perdu beaucoup de terrain mais il y a un objectif qu'ils n'ont pas renoncé à atteindre. Cet objectif, c'est le torpillage de la négociation. Pour eux tant qu'il y a de la guerre, il y a de l'espoir.

C'est pourquoi la riposte au terrorisme « sudiste » ne saurait être séparée de la lutte pour la paix. Si pour désarmer la méfiance de ceux qui aident, encouragent ou couvrent les plastiqueurs, le gouvernement exige à Evian de lourdes concessions du F.L.N., alors les ultras auront probablement gagné. Mais si en revanche le mouvement pour la paix se fait irrésistible et pousse le gouvernement à l'accord, alors les plastiqueurs seront assez facilement réduits à l'impuissance.

On ne peut se contenter de faire appel à la vigilance de la police. D'abord parce que cette police compte dans ses rangs un certain nombre d'activistes et qu'elle recule sans cesse devant des mesures radicales. Ensuite et surtout parce que le sort d'un mouvement terroriste est lié au milieu dans lequel il est appelé à se développer. Si ce milieu condamne le terrorisme, il est difficile au

terrorisme de s'y maintenir longtemps.

D'où la nécessité de mobiliser la population, de la faire participer activement à la recherche et à la punition des plastiqueurs et de leurs complices, enfin de lier cette action à l'exigence d'une paix rapide.



Et c'est ici sans doute qu'il nous faudra surmonter certaines difficultés. Car si l'immense majorité du pays veut la paix, nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'y a

plus d'obstacle à cette paix en dehors de la résistance des ultras ou d'une éventuelle « intransigeance » du F.L.N.

Or la vérité est différente. Depuis des mois et des mois, le général de Gaulle cherche à imposer une certaine solution du problème algérien. Conduit à abandonner peu à peu — et surtout depuis les journées de décembre — certains aspects de cette solution, il n'en a pas moins maintenu jusqu'à présent ses traits essentiels : une souveraineté algérienne limitée par un statut organique des communautés, la sauvegarde des privilèges économiques et l'existence de bases militaires.

Ce qui fait que les représentants français iront à Evian avec des propositions pratiquement inacceptables par les Algériens. Cela n'est pas dramatique s'il s'agit de la première approche d'une discussion qui sera nécessairement longue. Cela est très grave s'il s'agit de conditions « à prendre ou à laisser » comme le laissent entendre certains membres de l'entourage du général de Gaulle.

A USSI devons-nous expliquer patiemment pour quelles raisons les Algériens veulent obtenir une souveraineté véritable et entière et aussi pour quelles raisons il est de notre intérêt de fonder l'avenir des relations franco-algériennes sur la franche reconnaissance de cette souveraineté. L'histoire de la fin des aventures coloniales est remplie de compromis boiteux que les événements ont vite balayés mais dont le souvenir a laissé des traces profondes chez les peuples «

décolonisés ».

Il va de soi que nous ne combattons aucune formule susceptible de mettre fin à la guerre d'Algérie. Nous saluerons n'importe quelle paix à la seule condition qu'elle soit réellement la paix, c'est-à-dire qu'elle soit acceptée par ceux qui combattent. Mais tant que l'accord n'est pas en vue, notre devoir est de lutter pour la meilleure paix possible, c'est-à-dire pour une paix qui ne fasse aucun obstacle à l'émancipation sociale (et non pas seulement nationale) du peuple algérien.

Nous irons dans cette voie avec d'autant plus de détermination que nous voyons déjà se dessiner certaines manœuvres au sein de la gauche elle-même. Il y a des hommes qui, tel Guy Mollet, ne redoutent rien autant que le désaveu que peut leur infliger une paix qu'ils n'ont pas eu jadis le courage de faire. Ne nous étonnons donc pas s'ils mettent en avant — et notamment à propos des communautés — des exigences susceptibles de gêner les négociations. Cette situation ne nous détournera pas un instant de notre politique d'unité. Le meilleur moyen de déjouer les manœuvres est de faire des propositions claires, précises ; et difficiles à rejeter. Mais nous devons être sur nos gardes et savoir que, plus que jamais, le sort de la paix dépend d'une bataille politique dans laquelle notre parti a un rôle déterminant à jouer.

Gilles MARTINET